

Bulgarie : un soutien de plus en plus limité à l'Ukraine et une priorisation sur les intérêts strictement nationaux

Description

À l'issue du sommet de l'OTAN à Ankara, le Premier ministre bulgare Roumen Radev a réaffirmé le soutien de la Bulgarie à l'Ukraine tout en soulignant que celui-ci resterait strictement conditionné aux capacités nationales. Après son entretien avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, il a déclaré que Sofia continuerait à soutenir Kyïv « *selon ses possibilités* », précisant que, pour 2026, la Bulgarie ne disposait d'aucune capacité supplémentaire pour fournir une aide militaire ou financière. Le chef du gouvernement a justifié cette position par la situation budgétaire difficile héritée des gouvernements précédents, marquée notamment par un déficit public élevé.

Cette prudence s'inscrit dans un contexte politique sensible. En mars 2026, le gouvernement intérimaire d'Andreï Guyrov avait signé avec l'Ukraine un [accord de coopération à long terme comportant plusieurs engagements financiers et sécuritaires](#), sans vote préalable du Parlement ni validation de la présidente par intérim Iliyana Yotova. Cette décision avait provoqué une vive controverse et alimenté les critiques de plusieurs partis d'opposition, qui dénonçaient un dépassement des prérogatives d'un gouvernement intérimaire.

Les discussions entre R. Radev et V. Zelensky ont porté sur les perspectives de coopération industrielle et énergétique. Les deux dirigeants ont évoqué les possibilités de réparation et de remise en état d'équipements ainsi que le développement de projets communs dans le secteur de l'énergie. R. Radev a insisté sur ses propres priorités, qui sont le développement des infrastructures régionales, la diversification des approvisionnements et l'amélioration des capacités de transit, considérées comme essentielles pour la sécurité énergétique de la Bulgarie et de l'Europe du Sud-Est.

Le sommet a également permis à R. Radev de défendre la renégociation du contrat gazier conclu entre Bulgargaz et l'entreprise publique turque BOTAS : désormais, la Bulgarie ne paiera que les volumes de gaz effectivement importés, mettant fin au système imposant des paiements fixes pour des capacités inutilisées. Présentée comme une mesure permettant de réduire les coûts et d'améliorer la sécurité énergétique du pays, cette renégociation suscite des critiques de l'opposition, qui s'interroge sur son coût réel et sur les concessions accordées à Ankara. R. Radev a rappelé que l'accord initial, conclu en 2023, répondait à une logique de diversification des approvisionnements et visait à faire de la Bulgarie un partenaire énergétique fiable ainsi qu'une plateforme de transit du gaz vers le reste de l'Europe.

Depuis, le Président bulgare s'est par ailleurs opposé à certaines dispositions du 21^e paquet de sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie. Puis, le 14 juillet, il a annoncé que son pays allait quitter la Coalition des volontaires, qui intervient en soutien à l'Ukraine, affirmant que « *Nous ne participons pas à une coalition qui insiste sur la poursuite du soutien financier et militaire à l'Ukraine* ».

Sources : Council of Ministers of the Republic of Bulgaria, Dnes.dir.bg, Novinite, The Sofia Globe.

date créée

18/07/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Donika Hvarchilkova